

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727

N°1108 du 25 février 2012

Hebdomadaire 1,50 €



SOMMAIRE DU N°1108

EDITORIAL : Ainsi parlaient les candidats... pp. 1-2

CONJONCTURE : Assurances libres ou insécurité sociale pp. 3-4

ACTUALITÉ : Faites l'Oeuf p. 4 - La dette grecque est réglée : pour combien de temps ? p. 5 - La réunion régresse, Maurice progresse p. 5

CHRONIQUE DES 100 JOURS p. 6

PORTRAIT : Edmund Husserl (1859-1938) p. 7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Ainsi parlaient les candidats...

A la fin du mois d'Août dernier je m'adressais aux candidats potentiels : « Nous ne voulons pas nous contenter de vous écouter, nous voulons que vous nous écoutiez ».

A cette heure, je n'ai pas l'impression que les idées libérales aient fait la moindre percée dans le débat électoral. J'entends au contraire des dissonances : tous protectionnistes, tous attachés au modèle social français, tous contre « les riches » et la finance.

Mais je ne désespère pas : tôt ou tard l'un des candidats se mettra en tête d'acheter les voix libérales en proposant quelques-unes des réformes de fond que nous préconisons depuis des années, et prin-

cipalement en attaquant ces deux foyers d'irresponsabilité, d'inefficacité et d'insanité que sont la Sécurité Sociale et l'Education Nationale.

Pour l'instant, on n'en prend pas le chemin. Les candidats ne nous écoutent pas, mais nous sommes condamnés à les écouter, et il n'y a pas de quoi s'enthousiasmer. C'est la période du carnaval, et le défilé des chars laisse bien l'impression d'une fête sans lendemain – mieux encore annonçant le carême.

La campagne actuelle se déploie à trois niveaux : celui des hommes, celui des programmes, celui des choix de société. >>

BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Ainsi parlaient les candidats... (suite)

Le niveau des hommes (ou des femmes) est celui qui retient toute l'attention des médias. Ce n'est pas nouveau : en France on préfère les querelles de personnes aux débats d'idées. Et c'est payant : avoir des idées et s'y tenir fait perdre des voix. Dès lors, les questions pertinentes deviennent : Hollande est-il menteur et incompétent ? Sarkozy est-il fiable et cohérent ? Marine est-elle diabolique ? Bayrou est-il sérieux ? Eva est-elle saine d'esprit ? Seul Mélanchon ne laisse aucun doute : il est, le talent en plus, le clone de Georges Marchais.

A ce niveau, les arguments pour attirer le chaland sont intéressants : le dîner du Fouquet's, la viande Hallal, l'hôtel Carlton, les oies sauvages, etc.

Visitons maintenant l'étage des programmes. Il est déjà moins bien fourni, et c'est facile à comprendre. D'une part, les programmes ne retiennent guère l'attention des électeurs puis-qu'ils savent qu'ils ne seront jamais appliqués. D'autre part, les programmes ont beaucoup de choses en commun. Je me répète : la finance, les délocalisations, le chômage des jeunes, les profits des actionnaires, les paradis fiscaux : voilà les ennemis. Les candidats ont été, demeurent, et demeureront des ignorants en matière d'économie, hostiles ou sceptiques à l'égard du capitalisme marchand, et partisans de l'économie dirigée. La seule nuance concerne le degré de dirigisme : total chez les uns, important chez les autres. Nulle part il n'est projeté de rompre avec le dirigisme, qui est pourtant la cause première et unique de la crise actuelle. Mais, comme dans les années 1930 on préfère

voir une crise de l'économie libre. On a donc le choix entre Roosevelt et Léon Blum. Personne n'oserait se réclamer de Erhard, Reagan et Thatcher.

“ Tous dirigistes, tous ignorants ”

Il existe bien, dans le fouillis des discours, des bribes de programmes qui pourraient retenir l'attention d'un électeur libéral. Mais les mesures envisagées sont ambiguës, peu claires pour le commun des mortels. Il en est ainsi des accords compétitivité emploi (ACE) dont j'ai vanté quelques mérites ici même, mais que l'on assortit maintenant à tant de conditions qu'ils risquent de ne jamais être appliqués.

Alors, va-t-on atteindre enfin le niveau des choix de société ? C'est celui qui me semble prioritaire. Voulons-nous vivre dans une société de contraintes et de redistribution, niant et la sphère privée, et le droit de propriété, et le respect de la vie, ou une société de liberté, de responsabilité et de dignité de l'être humain ? Une société tribale fondée sur la lutte des classes, ou une société harmonieuse en état de droit ?

“ Lutte des classes ou état de droit ? ”

Voilà à mes yeux le choix majeur, et il a été évacué, ou mal posé depuis bien longtemps dans le débat politique. Et pour cause : les convictions dérangent, et la

classe politique préfère tisser des patchworks électoraux, dont chaque carré est destiné à séduire une catégorie particulière d'électeurs. Le « dogmatisme » a été rejeté de la vie publique française, on lui préfère le « pragmatisme ».

Cependant, les lignes bougent peut-être : certains semblent s'engager sur les questions dites « sociétales ». Certes elles ne contiennent pas tout le choix de société, mais elles en dérivent. En tous cas, elles sont apparues dans la campagne avec les confidences sur « les valeurs » faites par Nicolas Sarkozy et, par contraste, avec l'intention de François Hollande de remettre en cause la loi bioéthique pour permettre aux chercheurs de s'affranchir de toute barrière éthique.

François Bayrou et Marine Le Pen se classeraient ici plutôt du côté « conservateur », tandis que Jean Luc Mélanchon et Eva Joly affirment leur « laïcité » militante.

Vous aurez compris que je souhaiterais vivement que ce soit à ce niveau que l'on situe la bataille électorale dans les 56 jours à venir. Car c'est le choix de société qui devrait inspirer les programmes, et les programmes importent plus que les hommes. C'est aussi à ce niveau que la plupart des libéraux se prononceraient en dernière analyse. Alors, que les candidats veuillent bien nous écouter enfin : la crise a été morale avant d'être financière ou économique, il est temps d'en faire état, et de mettre la France à l'heure de la vérité et de la liberté.

Jacques Garello

ASSURANCES LIBRES OU INSECURITE SOCIALE ?

La fameuse TVA, dite sociale ou maintenant « contre les délocalisations », a été largement analysée ici même et sur le site www.libres.org. Jacques Garelo, comme d'autres, a montré qu'elle n'est pas une arme suffisante pour lutter contre le chômage, et qu'il s'agirait en fait d'un impôt nouveau, un de plus. Mais elle est l'aboutissement d'un long processus, qui a peu à peu fait disparaître la notion d'assurances sociales au profit d'une grande machine monopolistique et redistributrice qui n'a plus rien à voir avec l'assurance. Les assurances sociales sont mortes, reste un monstre bureaucratique et nocif, la Sécurité Sociale.

Des corporations aux sociétés de secours mutuels

La question de la protection contre les risques de la vie est aussi vieille que le monde. Au moyen-âge, et même jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, en dépit des tentatives de réformes de Turgot, c'était les corporations professionnelles qui organisaient la sécurité et la protection contre les risques de la vie. Turgot avait compris qu'elles avaient vieilli, bloquant l'innovation et détruisant la liberté du travail. Le décret d'Allarde a fini par les détruire en 1791.

La question de la protection demeurait entière. La loi Le Chapelier, toujours en 1791, puis la limitation des possibilités de libre association au début du 19^e ont empêché les sociétés de secours mutuel, organisées librement entre salariés, de jouer ce rôle ; les textes ont été très restrictifs tout au long du 19^e siècle, le pouvoir ayant toujours eu la tentation de mettre la main sur elles, d'en limiter la liberté et de les contrôler, voire de les détruire. Pourtant, quoi de plus logique que d'utiliser un système soit mutualiste, soit assurantiel, pour faire face à des événements indépendants les uns des autres ? Tout le monde ne tombe pas malade ou ne devient pas chômeur le même jour. C'est donc en général un problème techniquement assez facile à résoudre, comme celui des assurances incendies, accidents de véhicule ou vol.

Etatisme et mélange des genres

L'Etat a toujours eu la tentation de contrôler ces systèmes, sous divers prétextes. Inventée par Bismark partisan de l'Etat arbitre dans la lutte des classes, perfectionnée par Beveridge au nom de l'Etat Providence, la Sécurité Sociale est apparue en France sous le régime de Vichy, puis paradoxalement dans le programme du Conseil National de la Résistance. Elle souffre de plusieurs vices de constitution : c'est un organisme étatique (en dépit des fausses apparences de la gestion par les « partenaires sociaux »), c'est un monopole obligatoire, comme seuls les monopoles publics peuvent l'être (nul ne peut y échapper ni choisir un autre mode de protection), c'est un mélange opaque de systèmes et de régimes.

En effet, dans la Sécu, on trouve tout d'abord les retraites : Jacques Garelo et Georges Lane (« Futur des retraites et Retraites du Futur ») ont démontré qu'elles devraient se gérer suivant le système par capitalisation (placement d'une épargne) et non par le système par répartition est à la fois onéreux et explosif dans un pays vieillissant. Il y a ensuite l'assurance maladie et accidents du travail, qui relève de la logique classique de couverture de risques indépendants. Il y a encore le régime famille, destiné à redistribuer, à revenu égal, des familles avec pas ou peu d'enfants vers les familles ayant plusieurs enfants ; il n'a

cessé d'être dévoyé en introduisant des conditions de ressources, alors que la vraie politique familiale consisterait d'abord à laisser aux familles ce qu'elles ont légitimement gagné, au lieu de les spolier par les cotisations et l'impôt. Il y a enfin (mais en dehors de la Sécu) les assurances chômage, avec à nouveau un problème classique d'assurance.

Le salaire complet

Les vices de la Sécu ont maintes fois été démontrés dans ces colonnes. Ils n'apparaissent pas aux yeux du grand public, notamment en ce qui concerne le vrai coût de cette multiforme « protection sociale ». En effet la distinction entre cotisations salariales et patronales purement illusoire – puisqu'il s'agit toujours de retenues sur des salaires – conduit à masquer au salarié ce que lui coûte « sa » protection. Quel salarié, touchant net 2000 euros, sait qu'en réalité il a acheté (contraint et forcé) 1500 euros de protection sociale ? Si les Français savaient que leur protection sociale représente presque autant que leur salaire net, est-ce qu'ils ne se révolteraient pas contre ce système hors de prix ? Voilà pourquoi l'ALEPS, à l'initiative d'A. Arnoux qui a testé la méthode dans son entreprise, recommande de faire connaître au salarié le montant de son « salaire complet », dans notre exemple 3.500 euros. >>

Assurances libres ou insécurité sociale ? (suite)

Cotisations ou impôts ?

Une autre tromperie est de laisser croire que la Sécurité Sociale est une institution d'assurance (comme au bon vieux temps des « assurances sociales ») et d'assimiler les cotisations à des primes. Or, les cotisations, même s'il existe un plafond, dépendent du revenu. Que dirait-on si l'assurance auto dépendait non du type de voiture ou du choix libre de l'assuré, mais du revenu de l'automobiliste? Généralisons à toute l'économie : si les prix doublent pour celui qui gagne deux fois plus, cela revient à payer tout le monde au même salaire : de quoi satisfaire les jaloux et les « niveleurs ». On doit ajouter qu'en principe un contrat d'assurance est volontaire et offre des options diverses à l'assuré. Rien de tel : non seulement il y a obligation de s'assurer (ce qui à la limite peut se défendre dans un système par répartition), mais il n'y a pas de choix ni de la formule d'assurance, ni de l'assureur.

Jusqu'à une période récente

demeurait cependant un lien entre le cotisant et l'assuré. Mais ce lien a été distendu avec l'apparition de la CSG puisque désormais, cette « contribution » n'est qu'un impôt, et payé par tout le monde (« généralisé »), pour financer l'assurance maladie essentiellement. Ceux qui proposent de fondre CDS et impôt progressif sur le revenu accentueraient encore cette dérive : avec la CSG, chacun paie un pourcentage donné de son revenu, donc ce n'est déjà plus de l'assurance, et si on y ajoutait la progressivité, les cotisations augmenteraient plus vite que le revenu !

Revenir à la liberté de s'assurer

La TVA sociale, même si elle vise à compenser les cotisations familiales et non les cotisations maladie, parachève cette déconnexion : un touriste va financer par ses achats la Sécu dont il ne bénéficie pas ; plus généralement le lien entre cotisant et assuré est rompu. Au fond, la TVA sociale ne fait que poursuivre dans la voie

précédente : fiscaliser les cotisations. Les « assurances » sociales sont mortes, définitivement ; il est vrai qu'elles avaient un pied dans la tombe depuis longtemps. Nous sommes au bout de la logique du Big Brother redistributif, qui coûte de plus en plus et rembourse de moins en moins.

I faudra reconstruire : la capitalisation pour les retraites ; la fin de la spoliation pour les familles ; l'assurance pour le reste. Cela passe par la liberté du choix de son assurance et de son assureur. Cela passe par de vrais prix, indépendants du revenu, mais liés au type de service ou de protection librement choisi. Privatisation, concurrence, liberté : c'est mieux qu'étatisme, monopole, contrainte. Les Français auraient-ils peur de la liberté ? Cette peur est créée et entretenue par des hommes politiques qui légitiment leurs pouvoirs et privilèges en s'attribuant le rôle de protecteurs de la nation.

Jean Yves NAUDET

Faites l'œuf

Les œufs pondus en France seront estampillés. Délire du protectionnisme

Gobez Français ! Grande nouvelle, mais mesure incomplète : il faudrait veiller à ce que les poules pondeuses soient elles-mêmes françaises. On ne sait en effet jusqu'où peut aller la concurrence déloyale des Espagnols : ne peuvent-ils faire franchir la frontière à des camions porteurs de poules pondeuses ? Parallèlement, on apprend que les galettes bretonnes vont bénéficier d'une IGP (Indication géographique de production). A Marseille, on va peut-être labelliser les sardines capables de boucher le port (sous contrôle de la CGT).

C'est dire que notre pays (ou ce qu'en rapportent les médias) sombre dans le délire protectionniste. Il aura fallu cinquante ans pour mettre à la disposition des peuples et des gens du monde entier des produits à bas prix, de sorte que manger à sa fin et diversifier sa nourriture sont devenus accessibles au plus grand nombre. Mais voici qu'au prétexte de nationalisme économique ou de commerce équitable, les « enrayeurs » (comme disait Bastiat) sont entrés en guerre contre les pauvres. Bastiat, précisément, avait écrit (dans son pamphlet Immense découverte) « Vraiment

je me demande comment il a pu entrer assez de bizarrerie dans nos cervelles pour nous déterminer à payer beaucoup de millions dans l'objet de détruire les obstacles naturels qui s'interposent entre la France et l'étranger, et en même temps à payer beaucoup d'autres millions pour y substituer des obstacles artificiels qui ont exactement les mêmes effets ». Le chemin de fer avait permis de rendre les choux de Bruxelles moins chers à Paris ; qu'à cela ne tienne : on met en place des droits de douane qui ramènent à l'équilibre.

La dette grecque est réglée : pour combien de temps ?

La détresse du peuple grec a eu raison de l'orthodoxie financière

Notre classe politique, tous partis confondus, n'a cessé de se lamenter sur la punition imposée au peuple grec, dépouillé de sa souveraineté en même temps que de son argent. Fort heureusement l'accord signé mercredi dernier a rassuré tout ce monde en pleurs.

Le plan « historique » pèse au total 310 milliards d'euros. L'Union Européenne va mettre 107 milliards, qui s'ajoutent aux 73 déjà versés. Pour l'essentiel on passera par le Fonds Européen de Stabilité Financière, alimenté par des contributions d'Etats eux-mêmes endettés, mais auxquels les marchés financiers accordent plus de confiance qu'à la Grèce, donc des taux inférieurs (on exige 39 % de taux pour un emprunt grec à long terme, contre 3 % pour un emprunt allemand). Mais les banques privées créancières de l'Etat grec ont aussi été « invitées » à renoncer purement et

simplement à 100 milliards. Néanmoins en cas de manque de liquidités on leur a promis une aide de la Banque Centrale Européenne, et une garantie du FESF (pour 30 milliards). Enfin le FMI veut bien avancer 40 milliards, mais pas davantage.

On ne peut pas dire que l'on soit en pleine orthodoxie financière, ni même en toute honnêteté commerciale. Les gouvernements grecs n'inspirent pas confiance, ce qui leur vaut une mise sous surveillance par la troïka (UE, FMI, BCE). Il faut dire que le peuple grec, savamment excité par les communistes, ne fait rien pour faciliter les choses. Quant aux fonds d'intervention, ils procèdent du système Madoff : les uns s'endettent pour rembourser les dettes des autres.

En fin de compte, c'est toujours aux contribuables et consommateurs européens que l'on présen-

tera la facture. Pour les contribuables français, le défaut de la Grèce représenterait une charge budgétaire estimée à quelque 40 milliards d'euros. Les actionnaires des banques privées peuvent aussi s'attendre à des années de vache maigre. Enfin et surtout, il est probable que la BCE se montrera de plus en plus « compréhensive », de sorte que l'inflation sera la conclusion de l'affaire.

Les marchés financiers ne croient déjà plus au sauvetage de la Grèce. Jeudi le taux d'intérêt pour la dette grecque au 20 mars est monté à 4.000 %. Pour placer un emprunt de 100 euros remboursable dans un mois, l'Etat grec devait promettre de rembourser 4.000 euros. L'Union Européenne s'est peut-être donnée beaucoup de mal pour rien, sinon pour sauver l'euro, mais c'est une autre affaire, politique celle-ci.

La Réunion régresse, Maurice progresse

La Réunion est victime du modèle social français

La Réunion face à l'île Maurice : sur ce thème nombre d'articles ont été publiés dans les années 1980 pour montrer l'influence des institutions et du capital humain sur le développement. Depuis rien n'a changé : La Réunion subit le handicap du modèle social de la France, dont elle est un département.

Les émeutes actuelles sont liées à la situation catastrophique du pays : la moitié de la population au chômage, qui touche plus des deux tiers des jeunes, des allocations et subventions comptant pour près de la moitié du pouvoir d'achat des habitants, un dualisme prononcé entre la population locale et les fonctionnaires en poste (armée, enseignement).

Aune tirée d'ailes, Maurice a une croissance économique insolente, en moyenne supérieure à 5 % par an. Elle a su exploiter ses ressources touristiques (dont la Réunion n'est pourtant pas dépourvue) : un million de visiteurs par an, plus d'une centaine d'hôtels de luxe. Mais elle doit beaucoup également au travail, à la formation et au savoir des Mauriciens, souvent bilingues, appartenant à de communautés diverses, dont nombre d'Indiens. La paix civile est assurée par un régime parlementaire stable ; l'état de droit mélange sans problème common law anglaise et Code Civil (le Code mauricien a été rédigé par des juristes d'Aix). A Maurice s'est installé l'un des foyers mondiaux de la cybernétique, et des investissements

massifs y ont été réalisés (30 milliards d'euros). C'est la réponse que les Mauriciens ont donnée à l'Europe qui a ruiné les exportations de sucre de canne pour protéger les DOM TOM français. De même la concurrence des Africains (Maroc) dans le textile les a amenés à se tourner vers des services internationaux, notamment vers l'Afrique du Sud. Pendant ce temps, les Réunionnais attendent les aides publiques de la métropole. La France a instauré un SMIC, qui a instantanément supprimé tous les emplois à faible qualification (notamment domestiques) qui faisaient vivre la moitié de la population. Les Réunionnais se révoltent : est-ce surprenant ?

Chronique des idées qui émergent de la campagne et annoncent l'avenir. Ces idées seront notées bonnes ♥ ou mauvaises ♠.

La Prime pour l'emploi transformée en 13ème mois ♠♠♠

Elle est au cœur d'un dispositif complexe, qui aura échappé à beaucoup de téléspectateurs écoutant Nicolas Sarkozy mercredi soir. Les salariés dont les gains mensuels sont compris entre 1 et 1,2 SMIC (7 millions de salariés actuellement) seront exonérés de leurs cotisations sociales (« part salariale »). Les salaires nets seraient ainsi relevés de quelque 4 milliards d'euros, ce qui représente environ 1.000 euros en moyenne par salarié pour l'année, presque l'équivalent d'un treizième mois. Ces 4 milliards seraient compensés par la suppression de la Prime pour l'Emploi (qui coûte actuellement 2,5 milliards) et que l'on juge inefficace – c'est un saupoudrage qui revient à donner en moyenne moins de 400 euros, et avec retard. Le reste (1,5 milliard) sera à la charge des actionnaires, dont la fiscalité sera alignée sur « celle du travail ».

Il s'agit d'un « bricolage » encore plus subtil que celui de la TVA « de délocalisation ». Mais le candidat Président veut absolument faire dans le « social », augmenter les bas salaires et taxer les revenus des riches actionnaires.

Considérer le salaire comme un revenu de redistribution, sans cesse déconnecté de la productivité, participe de la même erreur que de fixer le SMIC, surtout au niveau actuel. C'est ignorer l'existence d'un marché du travail, et d'un contrat de travail. De plus, on

déclanche un effet de seuil : quid de ceux qui gagnent 1,3 SMIC ? On est en pleine « créativité ».

♥♥♥♥ *Le niveau de salaire dépend de la productivité, et les entreprises sont plus compétitives quand elles ont moins de charges sociales – c'est donc par là qu'il faut commencer, avec la réforme de la Sécurité Sociale. La productivité augmente aussi avec la qualification. Il ne faut donc pas subventionner le travail moins qualifié, mais au contraire ouvrir l'éventail des salaires pour encourager les salariés à se former et à profiter de leur expérience.*

Le contrôle des hautes rémunérations ♠♠

Mesure symétrique de la précédente : s'en prendre aux riches. Il est vrai que la caste des oligarques (issus de l'Ena et de la classe politique) qui dirigent certaines grandes entreprises, en général proches de l'Etat, a tendance à soigner ses plus beaux fleurons, rompant ainsi tout lien entre rémunération et compétence. Cependant, encadrer ou fixer les hauts salaires comme les bas salaires c'est ignorer le marché : un dirigeant de qualité, comme un footballeur ou un artiste, peut valoir très cher car tout le monde veut s'attacher ses services. De plus, il est prévu qu'un représentant des salariés soit membre des comités de rémunération : lutte des classes pas morte !

♥♥♥♥ *Instaurer et faire respecter la libre concurrence : les rémunérations ne sont jamais illégitimes quand elles sont données librement par des entreprises marchandes et concurrentes. C'est aux entrepreneurs et aux actionnaires de « moraliser » les rémunérations à leur convenance. Mettre fin à la progressivité agressive de l'impôt sur le revenu : c'est la raison d'être de beaucoup de suppléments de*

rémunérations (stock options).

Réformer la loi bioéthique de 2011 ♠♠♠♠

Le but de cette réforme annoncée par François Hollande est d'autoriser les chercheurs à utiliser les cellules souches embryonnaires. La loi de 2011 manque de cohérence puisqu'elle interdit cette pratique, mais n'interdit pas le stockage et la destruction des embryons.

♥♥♥♥ *Le respect de la vie de l'embryon est une des formes essentielles du respect de la vie humaine. Les chercheurs ont à leur disposition d'autres cellules souches que les cellules embryonnaires, et s'en servent avec succès, comme l'avaient prouvé les travaux pionniers du professeur Jérôme Lejeune. Demeure le problème récurrent, et moralement dramatique, de la conservation des embryons.*

Le déremboursement de l'IVG ♥♥

Proposée par Marine Le Pen, mais aussi bien prônée par Christine Boutin, cette mesure a permis à Jean Luc Mélançon d'ouvrir avec l'élégance qui lui est propre le débat télévisé avec la candidate du Front National jeudi soir. Demander à des Français de financer avec leurs cotisations sociales et leurs impôts une pratique qu'ils considèrent comme un drame et un attentat à la vie de l'embryon, c'est en effet violer leur conscience.

♥♥♥♥ *Dépénaliser l'avortement, peut-être. Mais la législation ne peut aller contre le droit naturel, qui contient le droit à la vie, y compris pour les êtres humains à naître. L'avortement relève de la sphère privée.*

Edmund Husserl (1859 – 1938)

Husserl : la phénoménologie

Bien que le mot phénoménologie soit plus ancien, et bien que sa philosophie ait été fortement influencée par son maître Franz Brentano, on attribue habituellement à Husserl la paternité de la philosophie phénoménologique.

Mais en quoi consiste-t-elle ? Elle est la prise en compte de l'expérience vécue par les individus dans leur recherche de la vérité scientifique. La question de la vérité scientifique avait déjà hanté l'esprit de Descartes, et de ce point de vue Husserl est cartésien : le projet du philosophe est de comprendre l'homme et le monde. Mais, comme Kant, il doute que la solution soit dans le rationalisme cartésien. Dans la lignée de Kant et surtout de St Thomas d'Aquin, Husserl cherche la solution dans le vécu, dans l'expérience qui sollicite la conscience personnelle. Donc il n'y a rien de figé dans la science. Elle s'aperçoit et s'affirme parce que l'homme a conscience de l'expérience qu'il vit. C'est cette conscience qui donne un sens à la réalité observée. Et donner un sens est le propre de l'homme, en quête permanente de vérité.

La théorie de la connaissance

Le message de Husserl a été bien reçu en début de ce vingtième siècle qui traverse une crise de conscience : où nous mène la science ? Y a-t-il seulement une science ? Y a-t-il une vérité ?

Bien que novateur, Husserl n'est pas un révolutionnaire. Pour lui, le progrès de la connaissance est le fruit d'une dynamique, mais les leçons du passé ne sont pas perdues : ce sont des sédiments successifs qui nous permettent d'aller plus loin. La connaissance est donc tension, elle est dans l'être



humain (esprit et corps mêlés dans la conscience), et elle est finalement subjective, puisque la conscience s'applique à des vécus personnels. Ici, une différence importante se produira dans la pensée phénoménologique entre Husserl et son disciple Max Scheler. Husserl nous propose un être humain en quête de la vérité, de la connaissance. Scheler pense que la tension de l'être humain est vers le bien, donnant ainsi le départ à une phénoménologie éthique qui inspirera des philosophes comme les personalistes (Mounier et la revue *Esprit*), ou les néo-thomistes comme Karol Wojtila (Jean Paul II), Maritain ou Levinas.

Subjectivisme ou objectivisme ?

La difficulté de l'approche phénoménologique est de comprendre comment la conscience individuelle, sollicitée par des expériences personnelles, peut déboucher sur une connaissance à vocation universelle au point d'être scientifique. Husserl, à la différence du thomisme, ne donne pas une réponse ontologique : la vérité

n'est pas un appel à l'au-delà, elle n'est ni éclairée ni guidée par une volonté divine. Mais elle est transcendantale, elle débouche sur un savoir collectif qui échappe à ceux qui l'ont forgé. C'est sa résistance au test permanent de l'expérience qui permet de considérer la vérité comme objective, en dépit de sa source subjective.

Les thomistes ont du mal à l'admettre, et estiment que la subjectivité de Husserl est trop radicale, et conduit en fait au relativisme, qui exclut donc toute vérité, puisque si toutes les vérités sont bonnes, il n'y a pas de vérité.

La nécessaire dispersion du savoir

Beaucoup de philosophes du XXème siècle emprunteront à Husserl, sans partager pour autant l'approche de la phénoménologie : de Heidegger à Derrida ou Sartre. Pourtant le lien peut-être le moins connu et le plus important pour les sciences humaines est celui qui unit la philosophie de Husserl et les économistes « autrichiens », principalement Mises et Hayek.

On trouve au cœur de leur théorie la même idée de l'articulation entre actions personnelles et phénomènes sociaux : les phénomènes sociaux sont « le résultat non désiré (undesigned) de l'action volontaire des hommes » (L. von Mises). De même, le progrès naît-il d'un processus d'essais et d'erreurs ; l'histoire ne se renouvelle pas, puisqu'elle est écrite par des hommes qui ont eux-mêmes leur propre histoire, fruit des expériences qu'ils ont vécues. « Le savoir concret n'existe qu'à travers la forme [...] dans laquelle il apparaît dans un grand nombre d'esprits, et la dispersion et l'imperfection de tout savoir [sont les deux bases] des sciences sociales » (Hayek).



Philippe Nemo

La belle mort de l'athéisme moderne

La déchristianisation qui affaiblit la civilisation n'est pas irréversible, parce que l'être humain ne peut vivre sans religion. L'athéisme ne vaincra pas la foi que porte en soi chaque être humain, en quête de vérité et d'absolu. Le christianisme se conjugue heureusement avec le libéralisme pour permettre à

chacun de donner un sens à sa vie et trouver sa route vers l'éternité.

Tel est, en gros (et que l'auteur nous en excuse) le thème du très récent ouvrage de Philippe Nemo. Après « La France aveuglée par le socialisme », ouvrage recensé ici même, le philosophe, décidément prolix et talentueux, nous propose donc une réflexion sur l'athéisme. Les philosophes de la modernité ont depuis un siècle accepté le postulat de Nietzsche : Dieu est mort. Les progrès de la science, ont-ils pensé, allaient démontrer que Dieu n'est qu'une projection physique ou psychologique de quelque mécanisme cérébral. On attend toujours la démonstration ! Cet athéisme présomptueux se combine avec le nihilisme, même si les deux ne se confondent pas : le nihilisme nietzschéen balaie toutes sortes d'obstacles qui bloqueraient la « volonté de puissance », et la religion est l'un de ces obstacles (la démocratie, par exemple, en serait un autre). On peut donc être athée sans être nihiliste, même si l'inverse n'est pas vrai. Mais l'athéisme engendre le scepticisme, il vide l'être humain de tout espoir, et il fait son malheur.

Philippe Nemo prend soin de distinguer l'athéisme philosophique de l'athéisme « sociologique » : demeurent encore nombre de personnes qui croient s'affranchir de toute pensée religieuse, et ce n'est pas prêt de disparaître. Mais le philosophe explique quel drame elles vivent, parce que la vie humaine est éternelle ou elle n'est pas. L'homme ne peut se contenter de meubler une vie avec travail, vacances et fins de vie médicalisées. L'esprit humain est en recherche de bien, de vrai, de beau. L'athéisme l'en prive et transforme l'homme en zombie, qui traverse une vie sans idéal.

Les hommes vont donc nécessairement retrouver le chemin de la religion, quelle qu'elle soit. Mais notre civilisation est ancrée dans le christianisme, lui-même héritier de Jérusalem, d'Athènes et de Rome. Le christianisme ne prescrit pas le libéralisme, puisque c'est une religion. Mais c'est une religion de la liberté. Toute l'histoire intellectuelle du libéralisme est jalonnée par le message chrétien, qu'il s'agisse de l'humanisme médiéval, de la révolution papale, de la Réforme. Le christianisme appelle les hommes à changer le monde, et rend chacun d'entre nous responsable du progrès de l'humanité. C'est la rançon de notre liberté.

Philippe Nemo se révolte donc contre toutes les tentatives faites pour couper le libéralisme du christianisme, notamment à travers ceux (et il met en cause la maçonnerie) qui contrôlent l'école et l'université.

La belle mort de l'athéisme moderne, PUF, Coll. Quadrige, 156 pages, janvier 2012.



Les conférences d'Euro 92 : prêts pour le libéralisme

Mercredi 7 mars 2012

de 19 heures à 21 heures 30

à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'université, 75007 Paris

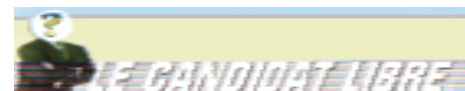
La crise est-elle la conséquence d'un manque d'éthique des banquiers ?

La crise est le produit de trop de mauvaises réglementations, de mauvaises politiques économiques et monétaires... et d'une insuffisance de capitalisme. Le retour de l'Etat risque plutôt de nous enfoncer encore plus... Les attaques contre le monde de la finance sont pour l'essentiel déplacées.

Le Professeur **Pascal Salin** viendra soutenir cette thèse qu'il a présentée dans son ouvrage « Revenir au capitalisme pour éviter les crises » (Odile Jacob).

Rappelons que Euro 92, dirigé par **Jacques Cohen**, est un club créé par **Alain Madelin**.

Inscriptions avant le 7 Mars, midi, sur : www.euro92@noos.fr



Toujours protégé par son anonymat, le désormais célèbre « candidat libre » présente sur son site www.lecandidatlibre.fr sa cinquième réformes fondamentales : libérer l'immobilier locatif. Il dénonce les méfaits sociaux et économiques du logement social, cause principale de la crise du logement. Il préconise la libération du marché de l'immobilier locatif, par la suppression de la loi SRU (qui impose un quota de logements sociaux), la fin des privilèges financiers et juridiques des HLM et leur privatisation, le changement de la réglementation foncière, l'allègement de la fiscalité sur les revenus immobiliers, et la libération des baux.

Une fois de plus, un programme très libéral, et bien argumenté (référence est faite aux travaux de l'UNPI).